

BANQUE

Bonus : les pouvoirs publics veulent « mettre la pression »

Les débats sur les bonus risquent d'être animés des deux côtés de l'Atlantique jusqu'au sommet du G20 à Pittsburg, le 24 septembre. Pour Christine Lagarde, il est nécessaire de « *maintenir la pression* » sur les banques : « *C'est un mot d'ordre absolu* », a-t-elle indiqué dans une interview à France 3. La ministre de l'Economie recevra les dirigeants des grandes banques le 24 août, la veille d'une rencontre prévue à l'Élysée pour évoquer les rémunérations variables et l'évolution des crédits. Il faut « *mettre un terme aux abus et aux excès* » en matière de bonus, a-t-elle insisté.

Au Royaume-Uni, le ministre des Finances, Alistair Darling, s'est déclaré hier prêt à légiférer sur les juteux bonus, qui semblent faire leur retour dans la City. Estimant que l'octroi de bonus basés sur des résultats à court terme avait eu des « *conséquences catastrophiques* », le chancelier de l'Échiquier a déclaré que, « *s'il [fallait] modifier la loi et resserrer les choses, nous pouvons le faire* ». « *Il est clair que certains problèmes auxquels nous devons faire face aujourd'hui ont été provoqués par le fait que des traders ont été incités à prendre des risques que ni eux ni leurs patrons ne comprennent entièrement* », a ajouté Alistair Darling lors d'une interview au « *Sunday Times* ». « *Je ne pense pas que le système financier soit en train*

Christine Lagarde veut « *mettre un terme aux abus et aux excès* ». Au Royaume-Uni, Alistair Darling s'est déclaré hier prêt à légiférer sur les juteux bonus qui semblent faire leur retour dans la City.



Alistair Darling, ministre britannique des Finances.

de revenir à ses vieilles habitudes et nous ferons en sorte que cela n'arrive pas », a indiqué en écho Timothy Geithner, le secrétaire au Trésor américain.

Les régulateurs vont « trop loin »
 Ces déclarations interviennent au moment où certaines institutions financières semblent renouer avec les bonus garantis sur plusieurs années. Barclays, une des rares banques au Royaume-Uni à avoir rejeté toute recapitalisation publique, aurait ainsi offert jusqu'à 30 millions

de livres (35 millions d'euros) de bonus à 5 traders vedettes qu'elle aimerait débaucher de l'américain JP Morgan. Merrill Lynch, désormais sous la coupe de Bank of America, proposerait des rémunérations très généreuses à des conseillers en gestion de fortune.

En Suisse, l'association des banques du pays a estimé que les propositions des régulateurs sur les bonus allaient « *trop loin* » et risquaient de mettre à mal leur compétitivité. L'autorité suisse envisage de baser les rémunérations va-

riables sur le « *profit économique* » de la banque, qui prend en compte le coût du risque, et de les laisser bloquées pendant au moins trois ans.

G. M.